

Financement des programmes établis

J'ai cru que le ministre se prononçait en faveur d'une plus grande intervention dans les programmes d'études universitaires. Je ne pense pas que ce soit ce qu'il voulait dire car, de tout temps, l'université a été un endroit où le corps enseignant et les étudiants étaient intellectuellement libres de prendre ces décisions.

Pour ce qui est de la salinité du sol, nous savons que le ministère de l'Agriculture a trouvé des remèdes aux problèmes qui se développent aujourd'hui en Saskatchewan. Quand j'ai parlé de la nécessité de faire étudier ce genre de problème par les universités, surtout dans une province des Prairies comme la mienne, j'ai demandé que l'information soit transmise à ce niveau à la collectivité, aux étudiants et à ceux qui vont vivre là-bas. Je sais qu'aux premiers temps de l'agriculture en Saskatchewan, les gens ne comprenait pas—peut-être ne le comprennent-ils pas bien encore—comment la culture affecterait le sol, cette ressource naturelle de base de laquelle nous tirons notre subsistance. Au cours des 60, 70 ou 80 dernières années, selon la région, la culture des terres dans la province a eu des résultats que personne n'avait prévus, je pense, et la structure des sols elle-même en a souffert. Je disais simplement qu'il était très important de poursuivre ces recherches et cet enseignement parce que cela aura de lourdes conséquences pour très longtemps.

M. Blenkarn: Monsieur le Président, le député peut-il nous dire comment, selon lui, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) peut croire que le gouvernement fédéral verse quelque cinq milliards de dollars aux fins de l'enseignement lorsqu'il n'y consacre en réalité que 1.952 milliard de dollars pour l'exercice financier en cours et que ce montant baissera à 1.917 milliard l'année prochaine? D'après lui, est-ce parce que les députés de ce côté-ci de la Chambre n'arrivent pas à faire comprendre la situation au gouvernement ou bien est-ce parce que le ministre de l'Agriculture ignore comment s'établissent les prévisions budgétaires et les transferts?

M. Ogle: Entre les deux possibilités, je pense que j'opterais plutôt pour la seconde. Je répète que j'ai souvent eu l'impression que mon ami, le ministre de l'Agriculture, était capable d'énumérer des chiffres et des pourcentages qui ne s'appuyaient pas tellement sur les faits. Je le reconnais et je l'accepte.

M. Whelan: Monsieur le Président, le député sait-il que si l'on mettait immédiatement à profit les connaissances scientifiques et techniques que nous possédons maintenant dans l'ouest du Canada, on pourrait y augmenter de 30 p. 100 la production de grain dans l'espace de deux ans?

M. Mayer: Pas sous le gouvernement actuel.

M. Althouse: Pas sans un peu de pluie.

M. Ogle: J'allais justement dire cela. Le ministre laisse entendre par là qu'il pleut tous les ans en Saskatchewan. Je pense encore que la principale chose sur laquelle comptent les agriculteurs, c'est l'eau. Je suis certain que, s'il est déjà allé dans les Prairies pendant une période de sécheresse, et j'ai moi-même grandi là pendant une telle période, il sait qu'il ne peut pas y avoir de récoltes sans pluie. Ni son ministère ni aucun autre ne peut produire des récoltes ou doubler la production à moins que les conditions naturelles ne soient favorables et, autant que je sache, il n'arrive pas encore à les contrôler.

M. le vice-président: A l'ordre. La période des questions et des commentaires est terminée. Reprenons le débat.

M. Whelan: Je vais donc prendre part au débat. Mais je serai très bref.

Des voix: Oh, oh!

M. le vice-président: Le ministre demande-t-il la parole pour faire un discours ou non?

M. Whelan: Pour faire un discours très bref, effectivement.

M. le vice-président: La parole est donc au ministre de l'Agriculture qui souhaite prendre part au débat.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne tiens pas vraiment à abuser du temps de la Chambre, mais avant de parler de la sécheresse, le député ferait mieux de revoir les données statistiques à ce sujet. Nous devrions tous être au courant de ce qu'ont réussi à faire les spécialistes à cet égard. Même en une année où il pleut moins qu'en la pire année de sécheresse, nos agriculteurs ont été en mesure de faire pousser leurs récoltes grâce aux techniques qu'ils ont employées. Je ne me prétends pas plus avisé ou plus puissant que le député, mais je dispose d'autant de pouvoirs que lui. Je vous remercie de votre attention, monsieur le Président.

M. le vice-président: J'étais sur le point de rappeler le ministre à l'ordre. Nous sommes en train de discuter des paiements de transfert aux provinces, et non pas d'agriculture. Nous en sommes à l'étape des questions et des observations, je le suppose. Peu importe la longueur des interventions. Nous en sommes actuellement à la période des questions et des observations.

M. Blenkarn: Monsieur le Président, je croyais que le ministre avait entendu mon intervention de tout à l'heure au sujet des paiements de transfert. Il a soutenu que ces transferts étaient de l'ordre de 5 milliards de dollars au titre de l'enseignement. Le fait est que, pour la présente année financière, ces paiements seront de l'ordre de 1.952 milliard, et que, l'an prochain, ils seront ramenés à 1.917 milliard. Le ministre peut-il nous expliquer le pourquoi de cette réduction de quelque 35 millions de dollars? Cet argent s'est-il volatilisé? Est-ce avec un peu d'air pur et de soleil que l'on compte aider les étudiants à payer leurs études? Le ministre peut-il nous dire de quel engrais il s'est servi et ce qu'il compte offrir au juste aux étudiants par le biais des provinces, et peut-il aussi nous apprendre comment nous comptons financer l'enseignement, la recherche et le développement dans ce pays?

M. Whelan: Monsieur le Président, le député peut bien se servir de ces données, si tel est son vœu. Je me suis peut-être trompé d'année. Mais s'il prétend que c'est là le moins que nous ayons jamais versé, il se trompe.

M. Blenkarn: C'est exactement ce que vous payez.

M. Riis: Monsieur le Président, le ministre est certainement au courant des difficultés auxquelles se butent bon nombre de jeunes gens désireux de poursuivre des études en agriculture dans nos diverses universités, du fait de l'augmentation constante des frais de scolarité. Je tiens à lui rappeler que les frais de scolarité de l'Université de la Colombie-Britannique seront augmentés cette année de 33 p. 100, et que pour les universités de la Saskatchewan, cette augmentation sera de 25 p. 100.